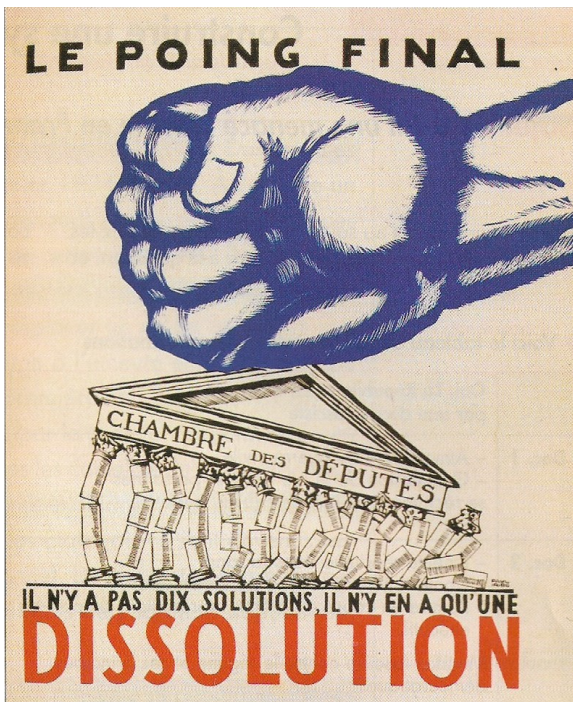


Le 6 Février 1934 (2)



Document 1 : affiche pour le 6 février 1934 de Paul Iribé

Document 2 : tract de la ligue des droits de l'homme, février 1934

POUR LA JUSTICE
POUR LA RÉPRESSION DES SCANDALES !
CONTRE LE FASCISME ET LA GUERRE ! POUR LA RÉPUBLIQUE !
CITOYENS

Les plus graves événements se succèdent depuis quelques jours. A la suite du déplacement du préfet de police, Camelots du roi, Fascistes, Jeunesses Patriotes avec devant eux des groupes d'Anciens Combattants abusés par leurs dirigeants, ont tenté un coup de force contre la Chambre des députés et veulent imposer à la France un Gouvernement de leur choix.

Une presse trop souvent stipendiée par les puissances d'argent, répand chaque jour à flots les mensonges et les calomnies, dénaturant les faits, déplaçant les responsabilités.

Une mise au point s'impose. Que veulent ces gens-là ?

La lumière, disent-ils, sur l'affaire Stavisky mais ils obligent à démissionner le Ministère qui proposait une large commission d'enquête et s'engageait à lui remettre tous les documents et tous les chèques. Ils reprochent au Parlement sa lenteur et son impuissance et, depuis deux ans, leurs représentants se sont livrés à une complète obstruction, mettant des bâtons dans les roues partout et toujours !

Ils réclament la stabilité ministérielle et ils ont tout fait pour renverser successivement tous les ministères. Ils se présentent comme les champions de l'ordre et ils organisent l'émeute, brûlent les autobus, tirent sur la police, mettent Paris à feu et à sang !

Nous réclamons, disent-ils, un Gouvernement fort qui ait de l'autorité et ils se dressent contre un ministre qui, usant de son droit le Plus incontestable, déplace un préfet.

Ils demandent l'union nationale et ils suscitent les guerres de rues entre Français. Ils s'affirment superpatriotes et sans souci de la gravité de la situation extérieure, ils mettent la France le trouble et le désordre à la grande joie des Allemands

Est-ce ainsi qu'ils prétendent faire renaître la confiance, atténuer la crise et reprendre les affaires !

Reproduit dans *Le 6 février 1934 la République en danger*, Maurice Chavardes, 1966.